

LA CONJONCTURE POLITIQUE MONDIALE

L'allégresse qui a suivi la chute du mur de Berlin en 1989 a fait place à une attitude plus réfléchie devant l'ampleur du défi que représente pour le monde la nécessité de renforcer l'ordre international. Le rôle influent que peuvent jouer les institutions multilatérales politiques et économiques existantes, soit en réponse à des événements ou dans le déroulement de ceux-ci, a reçu une attention toute particulière cette année.

En Europe centrale et en Europe de l'Est, les démocraties naissantes font face à un double défi : réformer en profondeur leur économie et leur capacité industrielle et satisfaire aux souhaits des populations de voir des changements se produire rapidement et relativement sans douleur.

La transition vers une économie de marché s'est inévitablement accompagnée d'une dislocation économique, et les principes et les institutions démocratiques ne sont pas encore ancrées fermement partout dans la région. En Amérique latine et dans certaines parties de l'Asie et de l'Afrique, le passage à la démocratie et à l'économie de marché, quoique plus lent, connaît les mêmes difficultés.

Au fur et à mesure que la stabilité artificielle imposée par la guerre froide s'estompe, les tensions réprimées entre nations et groupes ethniques refont surface. Les heurts entre ethnies dans un pays comme la Yougoslavie, par exemple, ont atteint les proportions d'une véritable crise intérieure.

L'Union soviétique, qui est à l'origine d'une grande partie des changements, est elle-même en proie à des transformations. Le déclin rapide de son économie et les relations tendues entre le gouvernement central et ceux des républiques rendent nécessaires des réformes complexes et en profondeur sur les plans politique et économique. La poursuite d'une politique étrangère marquée par une plus grande coopération de la part de l'URSS pourrait bien dépendre du succès des réformes dans ce pays.

L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 a mis à l'épreuve le rôle des Nations Unies dans un monde qui venait d'être libéré de la rivalité des superpuissances. La coalition de pays les plus divers que l'ONU a réussi à mettre sur pied pour contrer cette agression a ravivé l'espoir que cet organisme parviendra à jouer le rôle que lui avaient tracé à l'origine ses fondateurs. De concert avec les autres institutions multilatérales, les Nations Unies sont maintenant bien placées pour s'attaquer au danger du transfert d'armes conventionnelles et de la prolifération d'armes de destruction massive.

L'accroissement de l'efficacité de la coopération politique internationale est devenu une nécessité dans les années 90. La réponse internationale à la déplorable situation des réfugiés kurdes et à la famine qui persiste dans la Corne d'Afrique démontre les limites actuelles de l'efficacité de la coopération internationale et des capacités des agences multilatérales. Des efforts plus grands doivent être déployés pour profiter de la présente conjoncture afin de rendre la coopération politique internationale plus efficace.

Alors que les possibilités de coopération internationale en matière de politique et de sécurité se multiplient, l'engagement de la communauté internationale envers une discipline économique multilatérale semble s'effriter. L'accroissement spectaculaire qu'a connu le commerce international au cours des quarante dernières années est en grande partie attribuable au GATT. Pourtant, la conclusion des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round n'est pas assurée. L'échec d'une libéralisation plus vaste des échanges dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round pourrait nuire aux relations politiques et économiques entre les pays. En l'absence de progrès dans ces négociations, la férule du marché et le libéralisme économique pourraient céder le pas à des mesures unilatérales et protectionnistes.

Nombre de problèmes ne peuvent être résolus que si tous les pays agissent